

Présentation destinée
aux investisseurs

T4 | 10

BMO



7 décembre • 2010

Déclarations prospectives et mesures non conformes aux PCGR

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine intitulée Private Securities Litigation Reform Act of 1995, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2011 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, fiscale ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences et directives en matière de capital et de liquidités, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 29 et 30 du Rapport de gestion de la Banque de Montréal de l'exercice 2010, qui décrivent en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes terminées à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Aux fins du calcul de l'incidence pro forma de Bâle III sur notre capital réglementaire, nos ratios de capital réglementaire et nos actifs pondérés en fonction des risques (y compris le risque de contrepartie et le risque de marché), nous avons présumé que notre interprétation des règles proposées annoncées par la Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) en date des présentes et que les modèles que nous utilisons pour évaluer ces exigences concordent avec les exigences définitives qui seront promulguées par le CBCB et le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Nous avons également présumé que les changements proposés à l'égard des déductions de capital, des actifs pondérés en fonction des risques, du traitement du capital réglementaire pour les instruments de capital-actions autres que des actions ordinaires (à savoir les instruments de capital faisant l'objet d'une clause de droits acquis) et des ratios de capital réglementaire minimums étaient adoptés dans leur version proposée par le CBCB et le BSIF. De plus, nous avons présumé que les instruments de capital existants qui ne respectent pas Bâle III pourraient être entièrement pris en compte dans les calculs pro forma au 31 octobre 2010. L'incidence intégrale des propositions de Bâle III a été quantifiée d'après nos positions financières et nos positions en matière de risque à la fin de l'exercice ou à une date la plus rapprochée que possible de la fin d'exercice. Les règles de Bâle III ne sont pas encore achevées et pourraient subir des modifications, ce qui pourrait avoir une incidence sur les résultats de notre analyse. Aux fins de la présentation de notre prévision selon laquelle nous serons en mesure de refinancer certains de nos instruments de capital dans l'avenir lorsque nécessaire pour respecter les exigences en matière de capital réglementaire, nous avons présumé que les facteurs échappant à notre contrôle, y compris l'état de la conjoncture économique et de la conjoncture des marchés financiers, n'altéreront pas notre capacité de le faire.

Nos prévisions à l'égard des principales incidences de notre passage aux Normes internationales d'information financière (IFRS) sont fondées sur les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) qui sont en vigueur à la date des présentes. Advenant le cas où les IFRS subiraient des modifications avant que nous les adoptions, nos prévisions à l'égard des principales incidences de ce passage aux IFRS pourraient changer.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2011 et aux conséquences de ce comportement sur nos activités sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Selon certaines de nos principales hypothèses, les économies canadienne et américaine afficheront une croissance modérée en 2001 et les taux d'intérêt demeureront bas. De plus, nous avons présumé que nos hypothèses à l'égard des réformes réglementaires seront en harmonie avec les réformes qui seront mises en œuvre. Nous avons également supposé que les marchés de l'habitation se renforceront au Canada et aux États-Unis, que la situation des marchés financiers s'améliorera quelque peu et que le dollar canadien se raffermira légèrement par rapport au dollar américain. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer ses résultats, la Banque de Montréal utilise à la fois des mesures conformes aux PCGR et des mesures non conformes aux PCGR. Les lecteurs sont prévenus que les résultats et autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises. Le rapprochement des mesures conformes aux PCGR et des mesures non conformes aux PCGR, ainsi que les raisons de leur utilisation, peuvent être trouvés dans le Rapport aux actionnaires de la Banque de Montréal pour le quatrième trimestre de 2010 et dans son Rapport de gestion 2010, qui sont accessibles sur son site Web à cette adresse : www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Les montants ou mesures non conformes aux PCGR comprennent notamment le résultat par action avant amortissement et la productivité avant amortissement, le revenu et d'autres mesures présentés sur une base d'imposition comparable (bic), des montants présentés après déduction des impôts applicables, les résultats qui excluent l'incidence de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de la charge d'impôts et les résultats qui excluent les éléments non récurrents comme les coûts d'intégration des acquisitions.

La Banque de Montréal fournit des données complémentaires sur ses secteurs d'activité combinés afin de faciliter la comparaison avec les banques de son groupe de référence.

Aperçu stratégique

T4 | 10

The BMO logo is rendered in large, white, 3D block letters with black shadows, positioned on a blue grid that recedes into the distance under a blue sky with light clouds.

Bill Downe
Président et chef de la direction
BMO Groupe financier

7 décembre • 2010

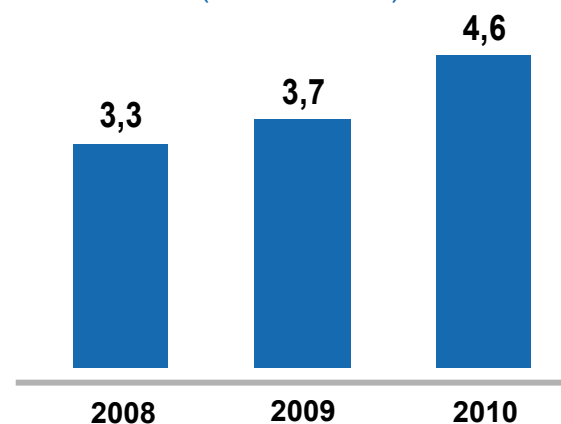
Résultats financiers

Nous progressons à un bon rythme dans tous nos secteurs d'activité, tout en investissant dans notre croissance future.

En milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire

	T4 10	Ex. 2010
Revenu	3,2	12,2
Dotation à la provision pour pertes sur créances	0,25	1,0
Frais	2,0	7,6
Revenu net	0,74	2,8
RPA avant amortissement (\$)	1,26	4,81
RCP (%)	15,1	14,9
Ratio de productivité avant amortissement (%)	62,3	61,9

Revenu net avant dotations et impôts (en milliards \$)



- Bonne croissance du revenu.
- Le ratio de productivité avant amortissement a progressé de 440 points de base sur une base annuelle.
- Le RCP continue à augmenter.
- Le revenu net annuel avant impôts et dotations a augmenté de 937 millions de dollars.

Faits saillants des résultats des groupes d'exploitation

PE Canada

- Ce groupe continue à exceller, affichant une croissance à deux chiffres aux chapitres des revenus et du revenu net pour chacune des deux dernières années.
- Les taux de fidélité des particuliers et des entreprises sont en hausse par rapport à 2008.
- Nous investissons stratégiquement pour améliorer notre position concurrentielle.

PE États-Unis

- Le revenu net du quatrième trimestre de 2010, en excluant les coûts d'intégration des acquisitions, est resté essentiellement inchangé par rapport à la même période l'an dernier.
- Le nombre des comptes de chèques a augmenté, de même que les dépôts de base des particuliers, et la part de marché et le TRN sont restés élevés.
- Nous avons reçu un prix Choix de TSN pour 2010 pour notre performance supérieure à Chicago.

Groupe Gestion privée

- Solide revenu net grâce à la croissance des revenus sur un an dans la plupart des secteurs d'activité.
- Bonne croissance de l'actif sous gestion et sous administration et amélioration des conditions des marchés boursiers.
- Inauguration de Bank of Montreal (China) Co. Limited, qui est dotée d'une constitution en société locale.

BMO Marchés des capitaux

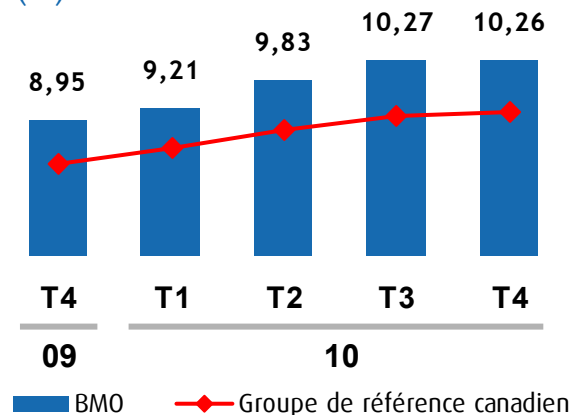
- Bonne performance dans l'ensemble pour le quatrième trimestre et pour l'exercice.
- Le rendement est revenu aux niveaux de la première moitié de l'exercice.
- Expansion et renforcement des capacités de distribution, afin de créer une plateforme nord-américaine intégrée.

Assise financière solide

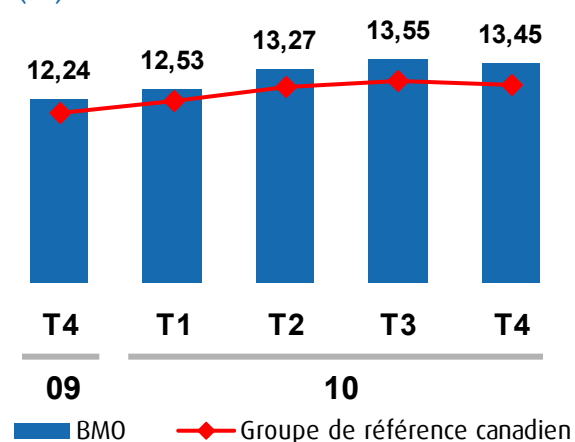
Bon positionnement pour exécuter notre stratégie de croissance.

- Ratios de capital solides selon Bâle II :
 - ▶ Ratio des capitaux propres ordinaires à 10,26 %
 - ▶ Ratio du capital de 1^{re} catégorie à 13,45 %
- Notre ratio pro forma des capitaux propres ordinaires selon Bâle III au 31 octobre 2010 est estimé à 7,8 % – ce qui est supérieur **aujourd'hui** à l'exigence minimale de capital de Bâle III annoncée pour 2019, qui est de 7,0 %.

Ratio des capitaux propres ordinaires (Bâle II)
(%)



Ratio du capital de 1^{re} catégorie (Bâle II)
(%)



Perspectives économiques

Canada



- L'économie canadienne poursuit son redressement à un rythme modéré.
- Nous prévoyons une croissance de l'emploi suffisante au cours des deux prochaines années pour soutenir les dépenses des consommateurs canadiens.
- Les investissements des entreprises resteront bien soutenus par le secteur des produits de base et par de solides bilans.

États-Unis



- L'économie américaine progresse modérément et les taux de chômage restent élevés.
- Les bilans des entreprises sont solides et la situation des dépenses en immobilisations s'est améliorée.
- L'immobilier demeure le principal secteur à risque.
- Les récents signes d'amélioration de la situation de l'emploi renforcent notre conviction que la reprise sera durable.

* Source : BMO Études économiques; perspectives au 6 décembre 2010.

Résultats financiers

T4 | 10

BMO



Russ Robertson
Chef des finances
BMO Groupe financier

Faits saillants

Solides résultats pour le quatrième trimestre et pour l'exercice.

	Revenu net	RPA	RPA avant amortissement ¹	RCP	Productivité avant amortissement ¹	Levier d'exploitation avant amortissement ¹	Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	Ratio du capital de 1 ^{re} catégorie (Bâle II)
T4 10	739 millions \$	1,24 \$	1,26 \$	15,1 %	62,3 %	(5,7) %	253 millions \$	13,45 %
Ex. 2010	2 810 millions \$	4,75 \$	4,81 \$	14,9 %	61,9 %	7,5 %	1 049 millions \$	13,45 %

- PE Canada continue à bien performer et affiche une bonne croissance de son revenu au cours du trimestre.
- Le groupe Gestion privée affiche de bons résultats, grâce à un revenu net considérablement plus élevé que l'an dernier.
- Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a augmenté substantiellement par rapport au troisième trimestre, résultat d'une amélioration dans les secteurs de la négociation et des services bancaires d'investissement.
- Le ratio du capital de première catégorie demeure solide, le RCP étant de 15,1 % au quatrième trimestre.
- Le revenu net de l'exercice 2010 avant dotations et avant impôts s'élève à 4,6 milliards de dollars, alors qu'il était de 3,7 milliards il y a un an.
- Dans l'ensemble, la situation du crédit a tendance à s'améliorer.

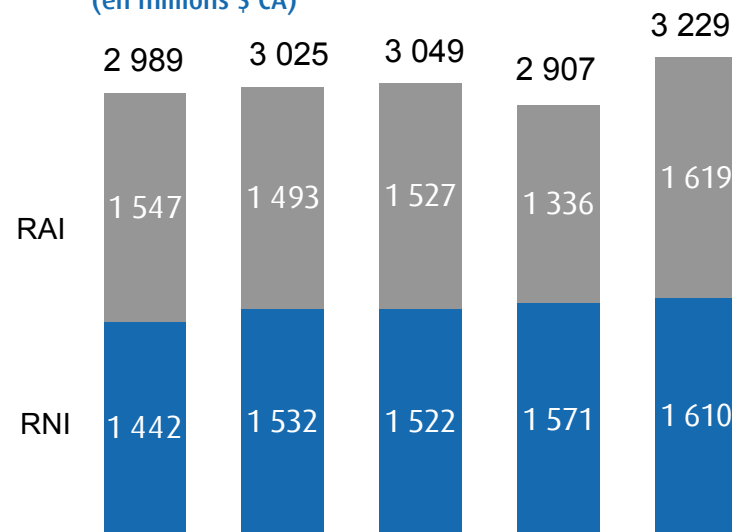
¹ Mesure non conforme aux PCGR. Voir la diapositive n° 2 de la présentation sur le quatrième trimestre de 2010 destinée aux investisseurs et la page 21 du communiqué sur les résultats du quatrième trimestre de 2010.

Revenu

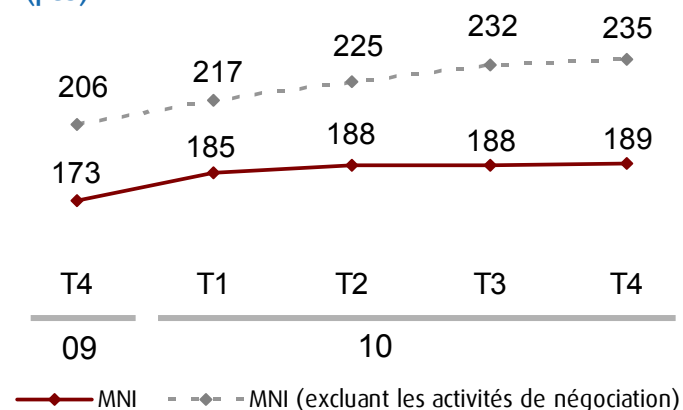
Hausse substantielle dans chacun de nos groupes d'exploitation.

- Les revenus ont augmenté de 8 % sur un an et de 11 % sur trois mois.
- La marge nette d'intérêts s'est améliorée de 16 points de base sur un an, grâce à des hausses substantielles à l'intérieur de PE Canada, de BMO MC et de PE États-Unis. La hausse de la marge de PE Canada a été favorisée par l'élargissement des marges sur les prêts personnels et les dépôts des particuliers, ainsi que par des revenus d'intérêts supplémentaires provenant du crédit aux particuliers. L'accroissement de la marge de BMO MC est dû principalement à la diminution des coûts de financement.
- Par rapport au trimestre précédent, la marge est restée relativement stable, l'amélioration des marges sur les prêts et dépôts de PE États-Unis, la hausse des marges dans les secteurs du courtage et l'augmentation du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise ayant été largement neutralisées par la baisse du revenu net d'intérêts provenant des activités de négociation de BMO MC. PE Canada a inscrit une solide augmentation.
- Sur un an, le revenu autre que d'intérêts (RAI) a progressé de 4,7 %, grâce surtout à de fortes hausses dans les groupes PE Canada et GP. Les frais des services de cartes ont fortement augmenté, en grande partie grâce à l'acquisition de Diners Club au premier trimestre de 2010.
- Sur trois mois, le RAI a progressé de 21 %, grâce à une forte croissance dans les groupes GP et BMO MC. Les revenus de négociation ont grandement augmenté en raison de l'intensification des opérations réalisées pour la clientèle au cours du trimestre et du fait que les variations des écarts de taux ont eu une incidence favorable ce trimestre, alors que l'inverse s'était produit au trimestre précédent.
- L'affaiblissement du dollar américain a réduit la hausse des revenus de 36 millions de dollars ou de 1,2 % sur un an, et de 5 millions de dollars ou 0,2 % sur trois mois.

Revenu total de la Banque
(en millions \$ CA)



Marge nette d'intérêts
(pdb)



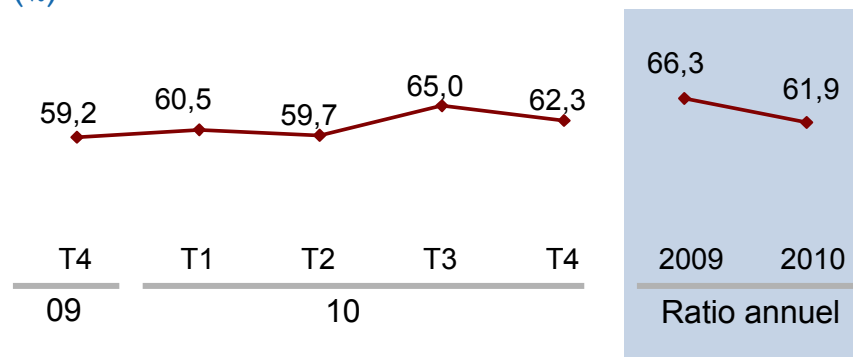
Frais autres que d'intérêts

Nous investissons dans nos secteurs d'activité.

- L'augmentation des frais sur un an est attribuable, dans une proportion de 25 %, aux acquisitions de la banque de Rockford et de Diners Club, en incluant les coûts d'intégration.
- Sur un an, les frais de rémunération du personnel ont augmenté en raison notamment du recrutement d'employés aux fins des initiatives commerciales et de la rémunération liée au rendement, ce qui témoigne de l'amélioration des résultats. Sur trois mois, la hausse est due en grande partie à l'augmentation des coûts liés au rendement, ce qui témoigne de la hausse des revenus.
- Les investissements ont augmenté sur un an et sur trois mois afin de soutenir la croissance de nos activités.
- Le repli du dollar américain a réduit l'augmentation des frais de 22 millions de dollars ou de 1,2 % sur un an, et de 3 millions ou 0,2 % sur trois mois.

Ratio de productivité avant amortissement¹

(%)

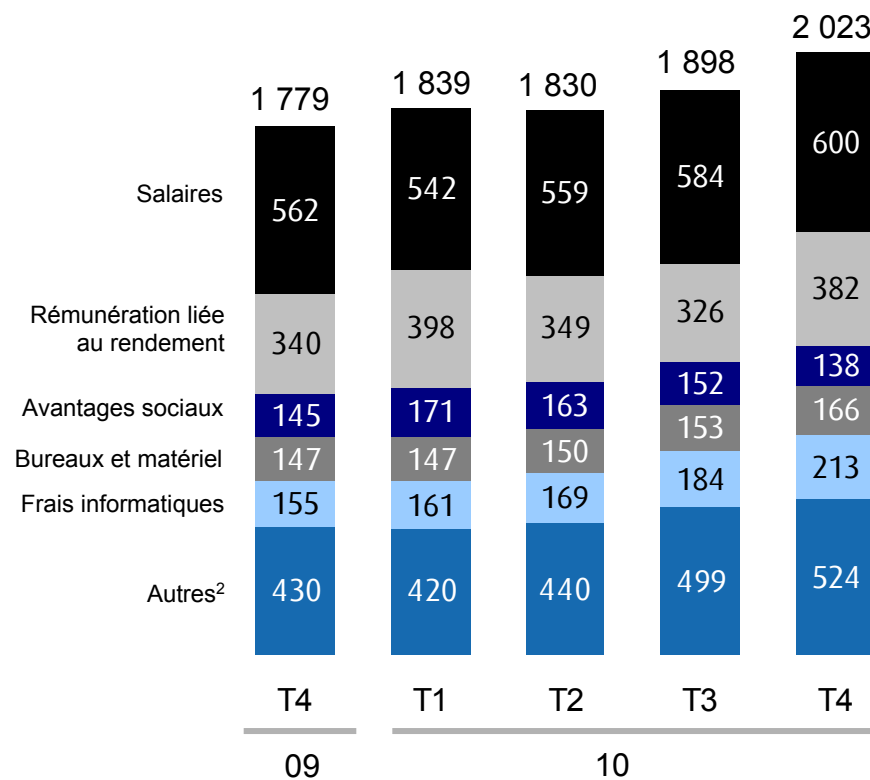


¹ Mesure non conforme aux PCGR. Voir la diapositive n° 2 de la présentation sur le quatrième trimestre de 2010 destinée aux investisseurs et la page 21 du communiqué sur les résultats du quatrième trimestre de 2010.

² Constitué des postes Amortissement des actifs incorporels, Communications, Taxes d'affaires et impôts sur le capital, Honoraires, Déplacements et expansion des affaires et Autres.

Total des frais autres que d'intérêts de la Banque

(en millions \$ CA)

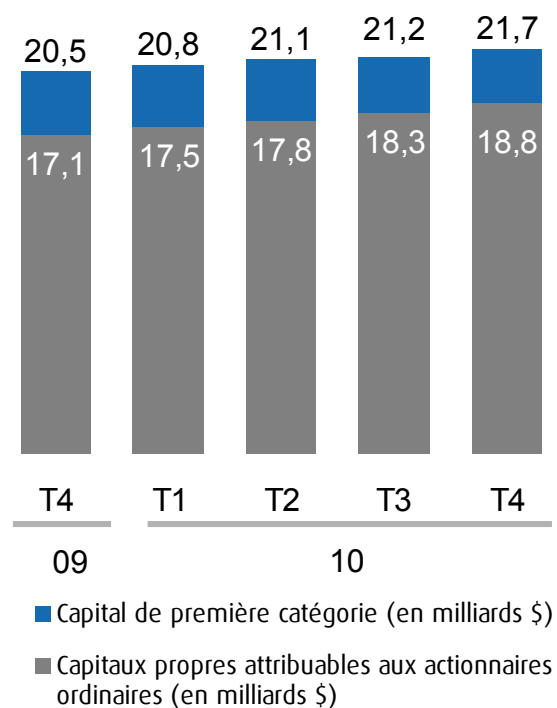


Capital et actif pondéré en fonction des risques

Les ratios de capital selon Bâle II demeurent solides.

Bâle II	T4 09	T1 10	T2 10	T3 10	T4 10
Ratio du capital de 1 ^{re} catégorie (%)	12,24	12,53	13,27	13,55	13,45
Ratio du capital total (%)	14,87	14,82	15,69	16,10	15,91
Ratio de l'actif au capital (nombre de fois)	14,09	14,67	14,23	14,27	14,46
Actif pondéré en fonction des risques (en milliards \$)	167,2	165,7	159,1	156,6	161,2
Actif total à cette date (en milliards \$)	388,5	398,6	390,2	397,4	411,6
Ratio des capitaux propres ordinaires (%) ¹	8,95	9,21	9,83	10,27	10,26

Capital de 1^{re} catégorie et capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires selon Bâle II



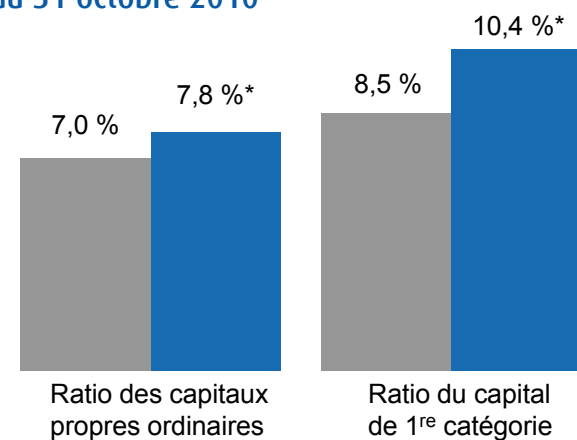
¹ Le ratio des capitaux propres ordinaires égale les capitaux propres ordinaires réglementaires, moins les déductions du capital selon Bâle II, divisés par l'actif pondéré en fonction des risques. Ce ratio est parfois appelé ratio du capital ordinaire de première catégorie.

Incidence des changements proposés au capital réglementaire selon Bâle III

Au 31 octobre 2010, les ratios de capital pro forma de BMO selon Bâle III sont plus élevés que les futures exigences annoncées en matière de capital réglementaire.

- Les ratios de capital ordinaire et de capital de première catégorie de BMO au 31 octobre 2010 sont plus élevés que le seront les exigences minimales annoncées en matière de capital réglementaire selon Bâle III lorsqu'elles s'appliqueront intégralement.
 - Selon notre analyse actuelle, les nouvelles déductions du capital et l'adoption des IFRS (principalement en ce qui a trait aux prestations de retraite) devraient réduire les capitaux propres ordinaires de première catégorie et le capital de première catégorie de 1,5 milliard de dollars et 1,7 milliard de dollars respectivement, au 31 octobre 2010.
 - On s'attend à ce que les nouvelles exigences en matière d'actif pondéré en fonction des risques ajoutent jusqu'à 31,3 milliards de dollars à cet actif, en raison surtout de l'accroissement de l'actif pondéré en fonction du risque de contrepartie (23,4 milliards) et, dans une moindre mesure, de celui de l'actif pondéré en fonction du risque de marché et d'autres exigences de Bâle III (7,9 milliards).
 - L'accroissement de l'actif pondéré en fonction du risque de contrepartie repose sur des propositions élaborées plus tôt cette année. Des discussions importantes se poursuivent concernant cette approche et, en conséquence, l'incidence définitive sur l'actif pondéré en fonction des risques demeure assujettie à une incertitude considérable.
 - La création prévue d'agences centrales de compensation et les mesures que prendra la direction devraient atténuer fortement la hausse de l'actif pondéré en fonction du risque de contrepartie mentionnée ci-dessus.
- Les ratios de capital sont estimés au 31 octobre 2010 et **ne tiennent pas compte** de l'effet positif d'une croissance des bénéfices non répartis au fil du temps, qui pourrait servir à satisfaire aux futures exigences en matière de capital réglementaire.
- Il y a encore de nombreuses incertitudes concernant les propositions de l'Accord de Bâle qui pourraient influencer sur le montant de capital que nous conservons pour satisfaire aux exigences réglementaires. Nos solides ratios de capital nous placent en bonne position pour adopter les exigences définitives de Bâle III.

Ratios de capital pro forma selon Bâle III au 31 octobre 2010



- Exigences minimales selon Bâle III en 2019 (note 1)
- Ratio pro forma de BMO au 31 octobre 2010 – Adoption intégrale des exigences annoncées pour 2019

* Ne tient pas compte de l'effet positif d'une croissance des bénéfices non répartis au fil du temps, qui pourrait servir à satisfaire aux futures exigences en matière de capital réglementaire. Le ratio du capital de première catégorie pro forma de BMO est basé sur l'hypothèse que les instruments de capital de première catégorie existants, autres que des actions ordinaires, sont inclus dans le capital de première catégorie. Les exigences minimales de Bâle III pour 2019 incluent le coussin de conservation du capital de 2,5 %.

Pour de plus amples renseignements, voir la section Gestion globale du capital du Rapport de gestion de l'exercice 2010.

Note 1 : Les exigences minimales de Bâle III pour 2013 sont de 3,5 % pour le ratio des capitaux propres ordinaires et de 4,5 % pour le ratio du capital de première catégorie.

Groupes d'exploitation – Bref aperçu

PE Canada

- Croissance du revenu de **10 %** sur un an.
- Croissance du revenu net de **5,5 %** sur un an.
- Ratio de productivité avant amortissement¹ de **51,5 %**.
- Marge nette d'intérêts de **299 pdb** – hausse de **9 pdb** sur un an et de **3 pdb** sur trois mois.
- Croissance des volumes de la plupart des produits sur un an.

PE États-Unis

- Revenu net de **37 millions de dollars américains**, soit une baisse de **11 millions** sur un an.
- Revenu net de base² de **59 millions de dollars américains**, soit une hausse de **1 million** sur un an.
- Ratio de productivité avant amortissement¹ de base² de **66 %**.
- Marge nette d'intérêts de **389 pdb**, soit une hausse de **69 pdb** sur un an et de **19 pdb** sur trois mois.

Groupe Gestion privée

- Croissance du revenu de **8,6 %** sur un an.
- Hausse du revenu net de **25 %** sur un an; si on exclut les activités d'assurance, le revenu net a progressé de **40 %** sur un an.
- Les actifs sous administration et sous gestion ont progressé de **30 milliards de dollars** ou de **13 %** sur un an, après rajustement pour exclure l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

BMO Marchés des capitaux

- Hausse du revenu de **2,7 %** sur un an et de **23 %** sur trois mois.
- Baisse du revenu net de **17 %** sur un an, après des résultats très élevés un an plus tôt.
- Les résultats se sont considérablement améliorés par rapport au trimestre précédent, grâce à la progression des revenus de négociation et des autres revenus des services bancaires d'investissement.

¹ Mesure non conforme aux PCGR. Voir la diapositive n° 2 de la présentation sur le quatrième trimestre de 2010 destinée aux investisseurs et la page 21 du communiqué sur les résultats du quatrième trimestre de 2010.

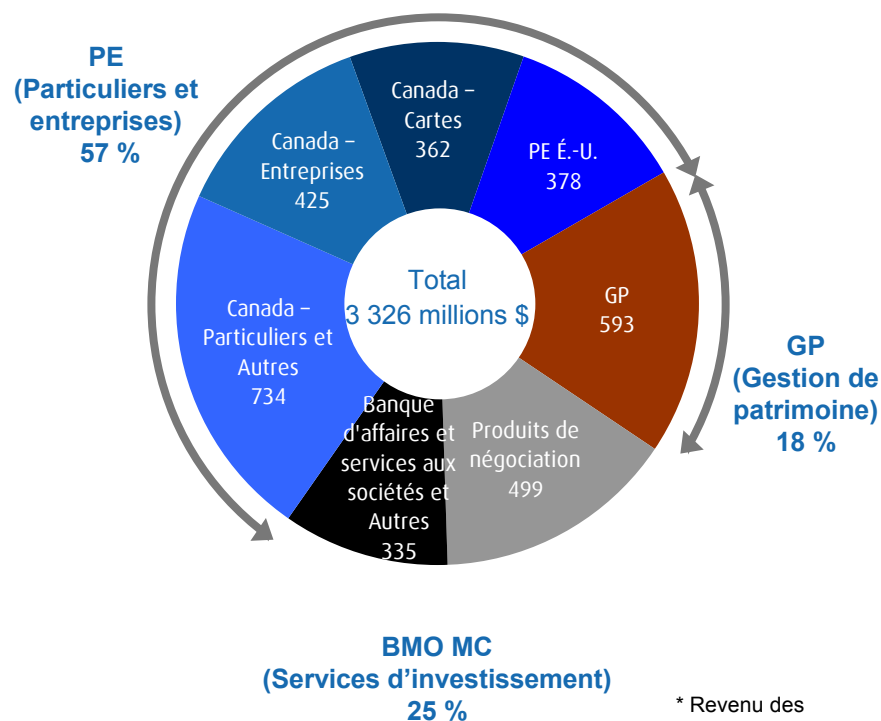
² De base : Résultats selon les états financiers, moins l'incidence des prêts douteux, de Visa et de l'intégration des acquisitions.

* Aux termes de la méthode que BMO utilise pour présenter ses résultats sectoriels, les pertes sur créances prévues sont imputées chaque trimestre aux groupes d'exploitation en fonction de leur quote-part de telles pertes. L'écart entre les charges trimestrielles calculées en fonction des pertes prévues et les dotations à la provision trimestrielles requises, compte tenu des pertes réelles, ainsi que les variations de la provision générale, sont portés au débit (ou au crédit) des Services d'entreprise. Voir la note 26 des états financiers consolidés vérifiés de BMO, à la page 157 de son Rapport annuel 2010.

Résultats des groupes d'exploitation

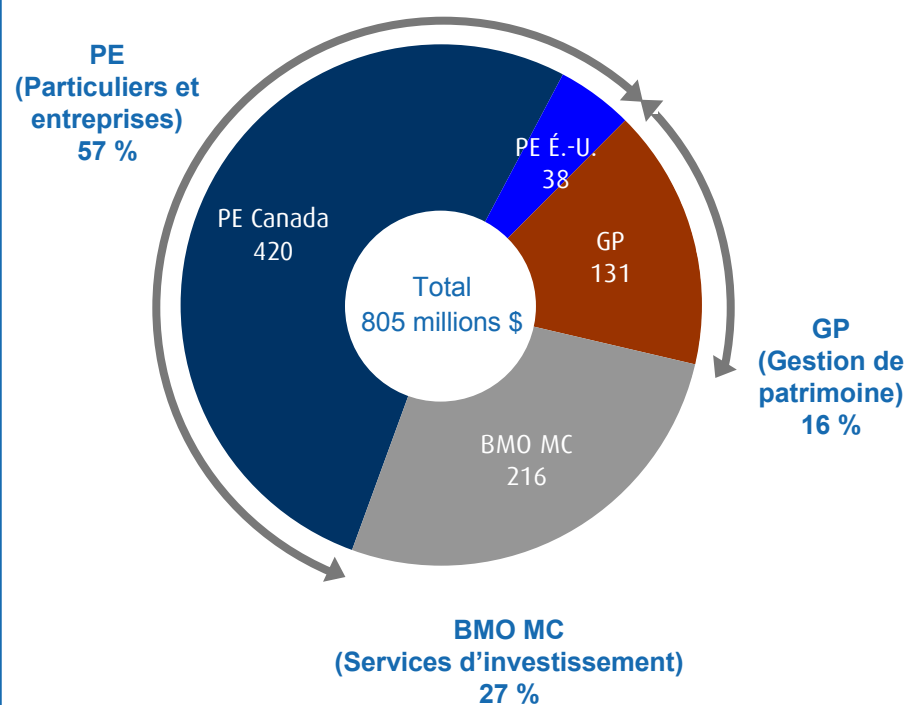
75 % des revenus proviennent des activités de détail au Canada et aux États-Unis (PE et GP).

Revenu par groupe d'exploitation – T4 2010
(en millions \$ CA)



* Revenu des Services d'entreprise (97 millions \$)

Revenu net par groupe d'exploitation – T4 2010
(en millions \$ CA)



* Services d'entreprise : perte nette de 66 millions \$

* Les résultats des groupes d'exploitation sont présentés selon les pertes prévues; voir la note 26 des états financiers consolidés vérifiés de BMO, à la page 157 de son Rapport annuel 2010.

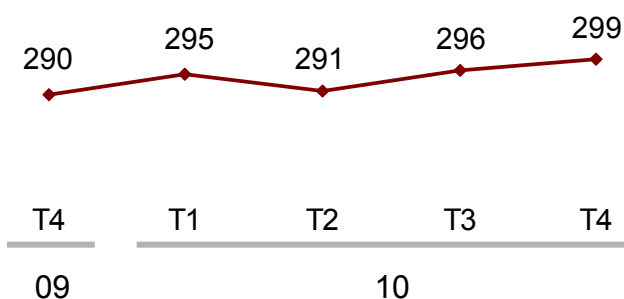
Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Solide performance financière continue.

Selon les états financiers (en millions de dollars)	T4 09	T1 10	T2 10	T3 10	T4 10	Sur 3 mois +/(–)	Sur 1 an +/(–)
Revenu	1 383	1 411	1 408	1 490	1 521	2 %	10 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	102	120	121	129	132	(3) %	(32) %
Frais	706	709	720	763	786	(3) %	(11) %
Charge d'impôts	177	179	172	172	183	(7) %	(3) %
Revenu net	398	403	395	426	420	(2) %	6 %
Ratio de productivité avant amortissement¹ (%)	51,0	50,2	51,0	51,1	51,5		

- La croissance du revenu, à 10 %, demeure forte et le revenu net s'élève à 420 millions de dollars.
- La marge demeure forte et la croissance des volumes se poursuit.
- Le ratio de productivité avant amortissement¹ s'est maintenu légèrement au-dessus de 50 % tout au long de 2010.
- Nous continuons à investir dans notre réseau de succursales et nos centres contact clientèle et nous augmentons notre équipe des ventes spécialisées pour mieux servir nos clients.

Marge nette d'intérêts (pdb)

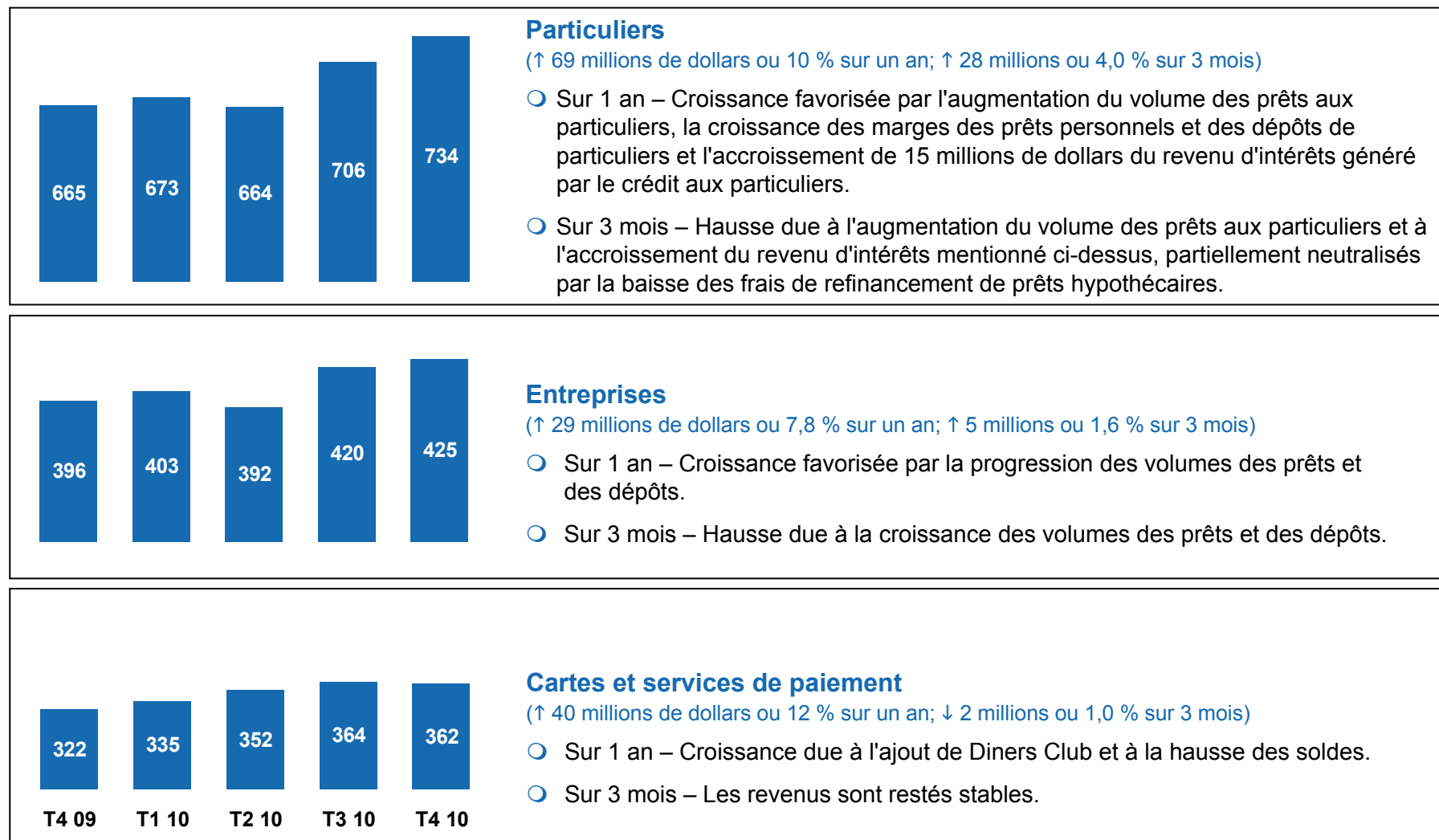


¹ Mesure non conforme aux PCGR. Voir la diapositive n° 2 de la présentation sur le quatrième trimestre de 2010 destinée aux investisseurs et la page 21 du communiqué sur les résultats du quatrième trimestre de 2010.

* Les résultats des groupes d'exploitation sont présentés selon les pertes prévues; voir la note 26 des états financiers consolidés vérifiés de BMO, à la page 157 de son Rapport annuel 2010.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Revenu par secteur d'activité (en millions de dollars)



“ Particuliers = prêts hypothécaires à l'habitation, autres prêts aux particuliers, dépôts de particuliers et dépôts à terme, fonds d'investissement et une partie des revenus d'assurance.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

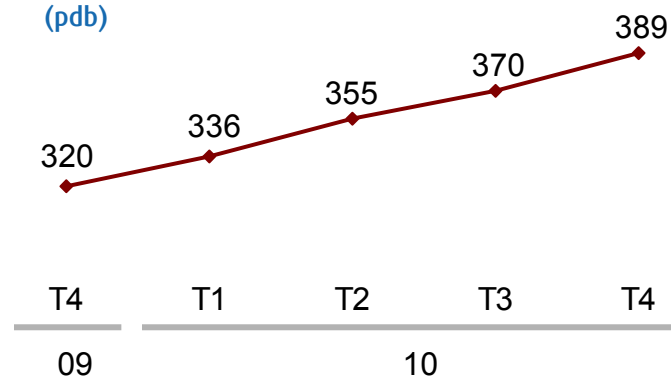
Les secteurs de base performant bien; la banque de Rockford récemment acquise a été intégrée avec succès.

Selon les états financiers (en millions de dollars américains)	T4 09	T1 10	T2 10	T3 10	T4 10	Sur 3 mois +/(-)	Sur 1 an +/(-)
Revenu	323	330	327	345	365	5 %	13 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances*	21	30	29	30	30	-	(42) %
Frais	231	229	228	257	277	(8) %	(20) %
Charge d'impôts	23	23	25	20	21	7 %	19 %
Revenu net	48	48	45	38	37	(2) %	(21) %
Revenu net² de base¹	58	63	61	54	59	8 %	2 %
Ratio de productivité avant amortissement² (%)	69,2	67,8	68,4	72,6	74,2		
Ratio de productivité de base¹ avant amortissement² (%)	65,6	61,9	62,4	66,2	66,0		

Les montants de cette section sont en dollars américains.

- L'augmentation du revenu et des frais d'exploitation sur un an reflète principalement la contribution de la banque acquise à Rockford (Illinois), soit 25 et 23 millions de dollars respectivement.
- Les résultats ont subi les effets de la hausse des coûts de gestion des prêts douteux et des coûts d'intégration de 17 millions de dollars (11 millions après impôts) liés à notre acquisition de la banque de Rockford.
- La progression de la marge nette d'intérêts est due à l'accroissement des marges sur les prêts et des soldes des dépôts, partiellement neutralisé par la baisse des revenus des dépôts attribuable à la compression des marges sur les dépôts.

Marge nette d'intérêts (pdb)



¹ De base : Résultats selon les états financiers, moins l'incidence des prêts douteux, de Visa et de l'intégration des acquisitions.

² Mesure non conforme aux PCGR. Voir la diapositive n° 2 de la présentation sur le quatrième trimestre de 2010 destinée aux investisseurs et la page 21 du communiqué sur les résultats du quatrième trimestre de 2010.

* Les résultats des groupes d'exploitation sont présentés selon les pertes prévues; voir la note 26 des états financiers consolidés vérifiés de BMO, à la page 157 de son Rapport annuel 2010.

Groupe Gestion privée

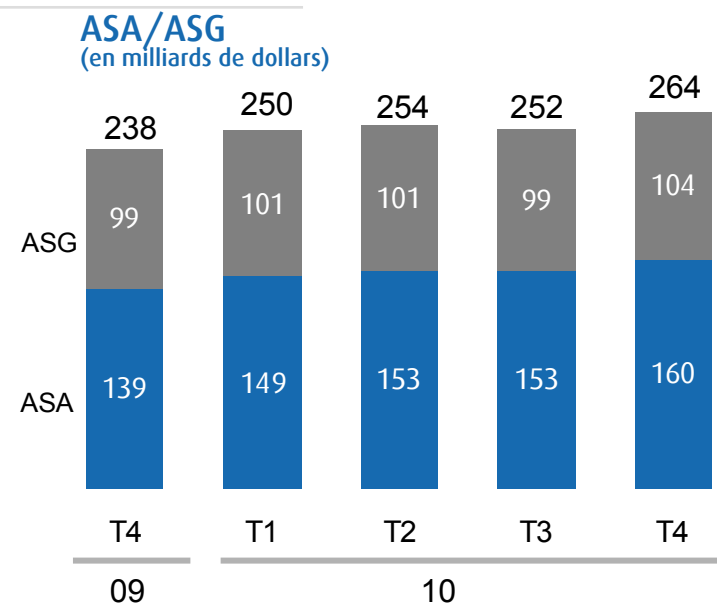
Bonne progression par rapport à l'an dernier et au troisième trimestre.

Selon les états financiers (en millions de dollars)	T4 09	T1 10	T2 10	T3 10	T4 10	Sur 3 mois +/(-)	Sur 1 an +/(-)
Revenu	545	550	558	544	593	9 %	9 %
Dotations à la provision pour pertes sur créances	1	2	2	1	2	n.s.	n.s.
Frais	403	398	398	402	413	(3) %	(2) %
Charge d'impôts	35	37	40	33	47	(38) %	(34) %
Revenu net	106	113	118	108	131	22 %	25 %
Ratio de productivité avant amortissement ¹ (%)	74,0	72,0	71,2	73,5	69,5		

- Le revenu net a connu une forte progression de 22 % sur trois mois et de 25 % sur un an, la croissance s'étant poursuivie dans la plupart de nos secteurs d'activité.
- Le revenu net, abstraction faite des activités d'assurance, a connu une forte croissance de 40 % sur un an.
- En monnaie d'origine, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 13 % par rapport à l'an dernier.
- Le ratio de productivité avant amortissement¹, à 69,5 %, représente une amélioration de 455 points de base par rapport à la même période l'an dernier.

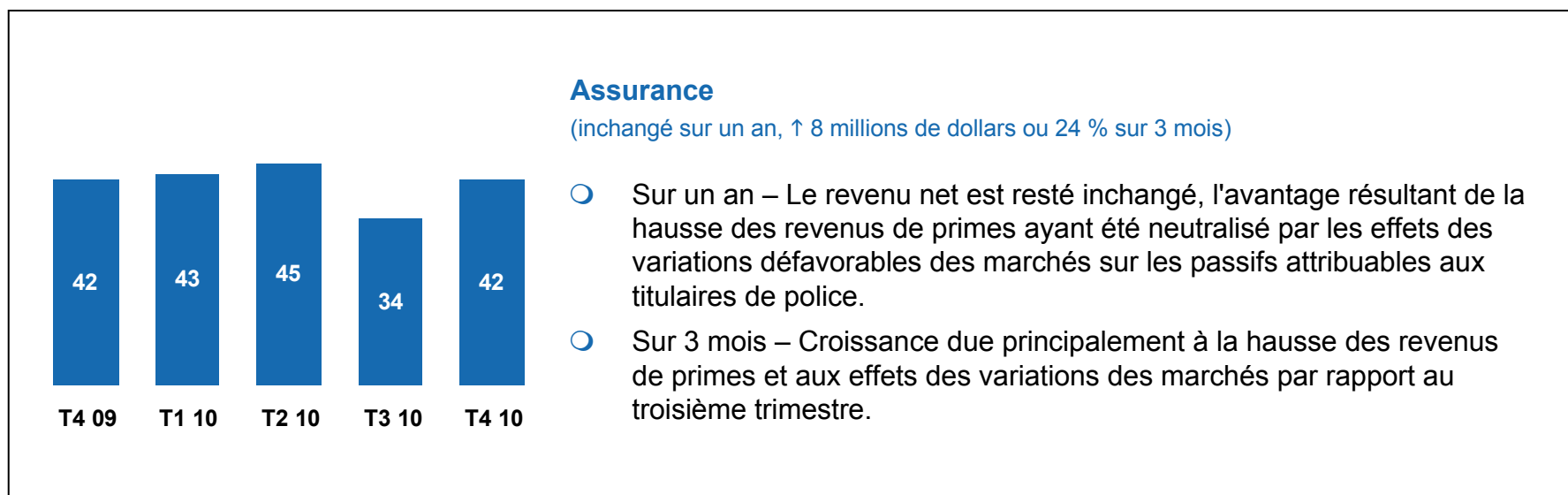
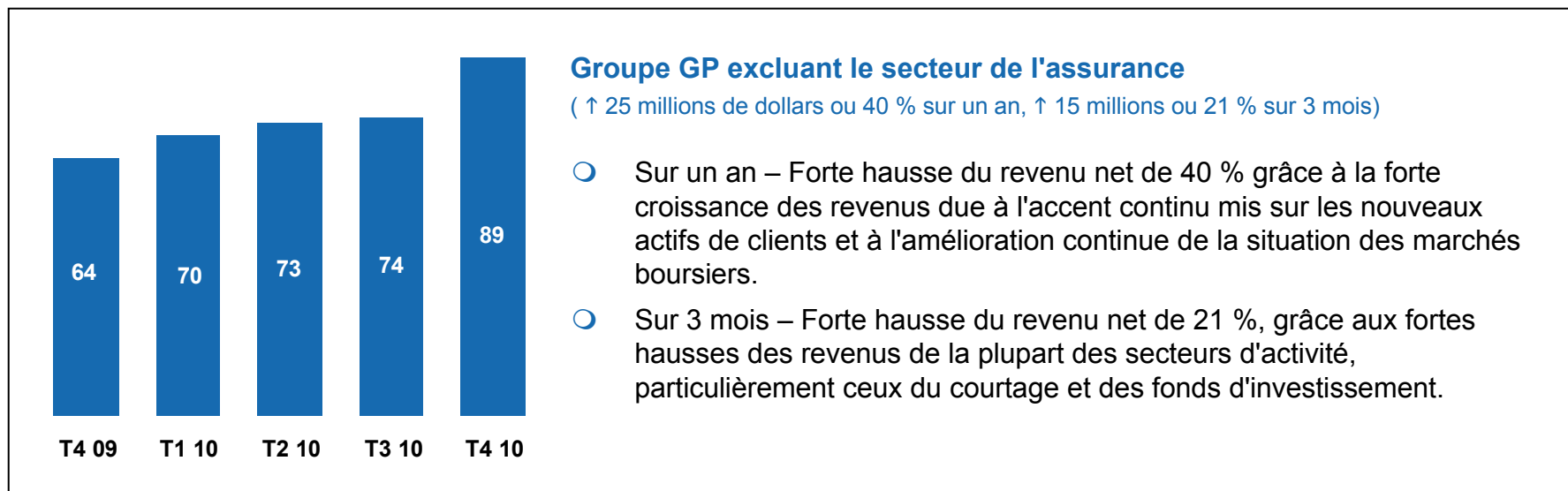
¹ Mesure non conforme aux PCGR. Voir la diapositive n° 2 de la présentation sur le quatrième trimestre de 2010 destinée aux investisseurs et la page 21 du communiqué sur les résultats du quatrième trimestre de 2010

* Les résultats des groupes d'exploitation sont présentés selon les pertes prévues; voir la note 26 des états financiers consolidés vérifiés de BMO, à la page 157 de son Rapport annuel 2010.



Groupe Gestion privée

Revenu net par secteur d'activité (en millions de dollars)



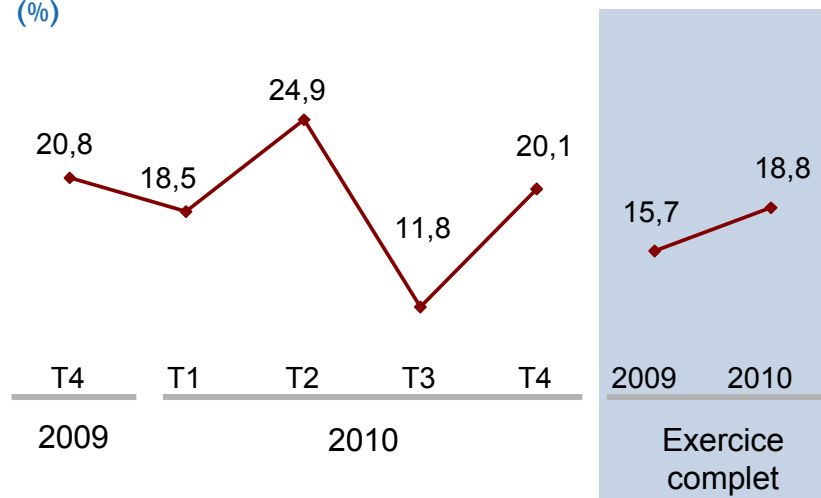
BMO Marchés des capitaux

Les résultats de ce trimestre reflètent l'accroissement de l'activité dans les secteurs de la négociation et des services d'investissement par rapport au troisième trimestre.

Selon les états financiers (en millions de dollars)	T4 09	T1 10	T2 10	T3 10	T4 10	Sur 3 mois + / (-)	Sur 1 an + / (-)
Revenu	814	844	920	681	834	23 %	3 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	33	65	67	66	66	0 %	(95) %
Frais	404	470	468	421	463	(10) %	(15) %
Charge d'impôts	117	95	125	64	89	(45) %	22 %
Revenu net	260	214	260	130	216	65 %	(17) %
Ratio de productivité avant amortissement¹ (%)	49,5	55,6	50,9	61,9	55,3		

- Les revenus de négociation se sont grandement améliorés en raison de l'intensification des activités menées pour les clients au cours du trimestre à l'étude et du fait que, dans cette période, les variations des écarts de taux ont eu une incidence favorable, alors que l'inverse s'était produit au trimestre précédent.
- Les revenus des services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté sur trois mois, grâce à la hausse des commissions sur prêts, mais ils ont diminué sur un an en raison de la baisse des actifs et des commissions sur prêts.
- Les frais se sont accrus par rapport au trimestre précédent, en raison des coûts plus élevés de la rémunération variable, ce qui reflète l'augmentation des revenus. Sur un an, les frais ont augmenté en raison de la hausse des coûts de rémunération du personnel découlant du recrutement d'employés stratégiques dans des secteurs clés au cours du trimestre. L'autre partie de la hausse des frais sur trois mois et sur un an a découlé surtout des coûts afférents au règlement d'un litige.

Rendement des capitaux propres avant amortissement¹
(%)

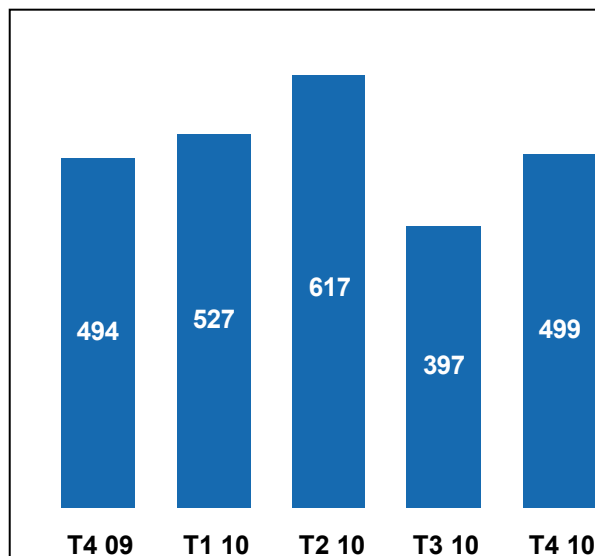


¹ Mesure non conforme aux PCGR. Voir la diapositive n° 2 de la présentation sur le quatrième trimestre de 2010 destinée aux investisseurs et la page 21 du communiqué sur les résultats du quatrième trimestre de 2010

* Les résultats des groupes d'exploitation sont présentés selon les pertes prévues; voir la note 26 des états financiers consolidés vérifiés de BMO, à la page 157 de son Rapport annuel 2010.

BMO Marchés des capitaux

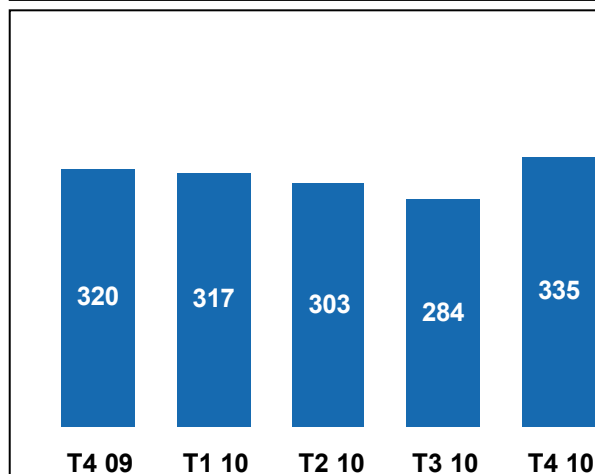
Revenu par secteur d'activité (en millions de dollars)



Produits de négociation

(↑ 5 millions de dollars ou 1 % sur un an, ↑ 102 millions ou 26 % sur 3 mois)

- Sur un an – Les revenus ont augmenté, surtout grâce à la progression des gains nets sur titres de placement et des revenus de commissions et de la prise ferme de titres d'emprunt, partiellement neutralisée par la baisse des revenus de négociation et des revenus de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt.
- Sur trois mois – Les revenus de négociation ont considérablement augmenté, grâce à l'intensification de l'activité des clients au cours du trimestre et au fait que les variations des écarts de taux ont eu une incidence favorable ce trimestre, alors que l'inverse s'était produit au trimestre précédent. Malgré leur forte croissance, les revenus ont été réduits au cours du trimestre par des rajustements comptables constatés à l'égard des activités de négociation de titres de participation. En outre, les gains nets sur titres de placement ont augmenté, mais cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse des revenus de commissions et des revenus de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt.



Banque d'affaires et services aux sociétés

(↑ 15 millions de dollars ou 5 % sur un an, ↑ 51 millions ou 18 % sur 3 mois)

- Sur un an – Le revenu a augmenté principalement grâce à la bonne performance du secteur des fusions et acquisitions, à la réduction des pertes évaluées à la valeur de marché sur des instruments dérivés de crédit utilisés pour couvrir le portefeuille de prêts et à la hausse des gains nets sur titres de placement. Cette hausse a été partiellement neutralisée par la baisse des revenus des services bancaires aux grandes entreprises due au recul des niveaux d'actifs et à la baisse des commissions sur prêts.
- Sur 3 mois – Le revenu a augmenté principalement grâce à la bonne performance du secteur des fusions et acquisitions et, dans une moindre mesure, à la progression des commissions sur prêts, des commissions de prise ferme de titres de participation et des gains nets sur titres de placement.

Services d'entreprise (y compris Technologie et opérations)

La réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances par rapport à l'an dernier a permis l'accroissement du revenu net.

Selon les états financiers (en millions de dollars)	T4 09	T1 10	T2 10	T3 10	T4 10	Sur 3 mois +/(-)	Sur 1 an +/(-)
Revenu net d'intérêts avant compensation des rajustements bic ¹ des groupes	(141)	(134)	(88)	(95)	(108)	(14) %	23 %
Compensation des rajustements bic ¹ des groupes	(44)	(65)	(105)	(121)	(64)	47 %	(45) %
Revenu net d'intérêts (bic) ¹	(185)	(199)	(193)	(216)	(172)	21 %	7 %
Revenu autre que d'intérêts	82	70	20	47	75	56 %	(9) %
Revenu total	(103)	(129)	(173)	(169)	(97)	42 %	5 %
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	227	115	28	(13)	22	+(100) %	91 %
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	--	--	--	--	--	-- %	-- %
Frais	16	20	9	44	74	(63) %	+(100) %
Charge d'impôts	(197)	(159)	(154)	(184)	(145)	(21) %	(26) %
Revenu net	(168)	(124)	(74)	(35)	(66)	(89) %	61 %

- Sur un an – Réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances imputée aux Services d'entreprise en vertu de la méthode des pertes prévues utilisée par BMO.
- Sur un an – L'augmentation des frais est due à la hausse des investissements dans la technologie ainsi qu'à la hausse de la rémunération liée au rendement et des honoraires.

• Les résultats des groupes d'exploitation sont présentés selon les pertes prévues; voir la note 26 des états financiers consolidés vérifiés de BMO, à la page 157 de son Rapport annuel 2010.

¹ La base d'imposition comparable est une mesure non conforme aux PCGR. Voir les remarques à l'intention du lecteur, section Base d'imposition comparable, dans les Données financières complémentaires du quatrième trimestre de 2010.

Bilan

Solde net moyen des prêts et acceptations

(↑ 2,8 milliards de dollars sur 3 mois)

- Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers (↑ 1,5 milliard de dollars)
- Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation (↑ 0,1 milliard de dollars)
- Prêts hypothécaires à l'habitation (↑ 0,6 milliard de dollars)
- Prêts sur cartes de crédit (↑ 0,04 milliard de dollars)
- Entreprises et administrations publiques (↑ 0,4 milliard de dollars)
- Engagements de clients aux termes d'acceptations et provision pour pertes sur créances (↑ 0,2 milliard de dollars)
- L'affaiblissement du dollar américain a diminué les soldes de 0,3 milliard de dollars.

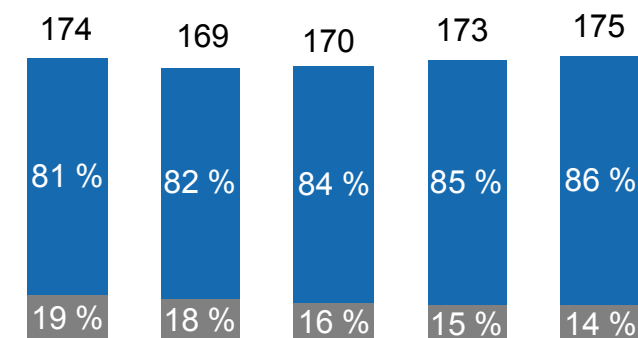
Solde moyen des dépôts

(↑ 3,8 milliards de dollars sur 3 mois)

- Entreprises et administrations publiques(↑ 4,5 milliards de dollars)
- Particuliers (↑ 0,4 milliard de dollars)
- Dépôts de banques servant à financer les activités de négociation (↓ 1,1 milliard de dollars)
- L'affaiblissement du dollar américain a réduit les soldes de 0,6 milliard de dollars.

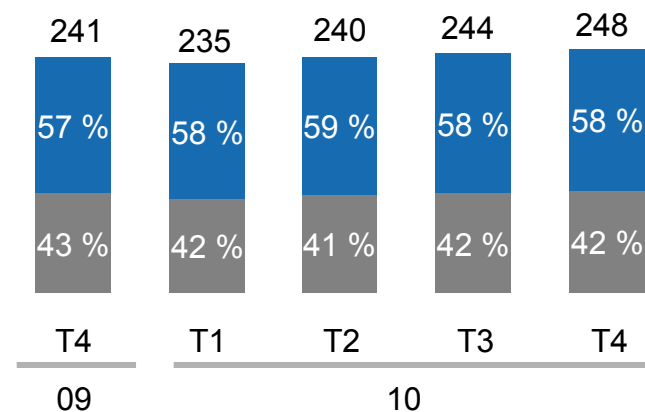
Solde net moyen des prêts et acceptations

(en milliards de dollars canadiens)



Solde moyen des dépôts

(en milliards de dollars canadiens)



¹ Les résultats des Services d'entreprise sont inclus dans le solde net moyen des prêts et acceptations des services bancaires de détail et dans le solde moyen des dépôts des services bancaires de gros.

■ Services bancaires de gros¹ ■ Services bancaires de détail¹

Examen des risques

T4 | 10

The BMO logo is rendered in large, white, 3D block letters with black shadows, positioned on a blue grid floor that recedes into the distance under a blue sky with light clouds.

Tom Flynn

Vice-président à la direction et
chef de la gestion globale des risques

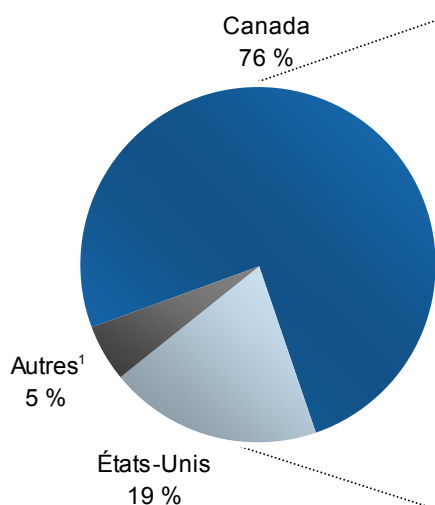
BMO Groupe financier

7 décembre • 2010

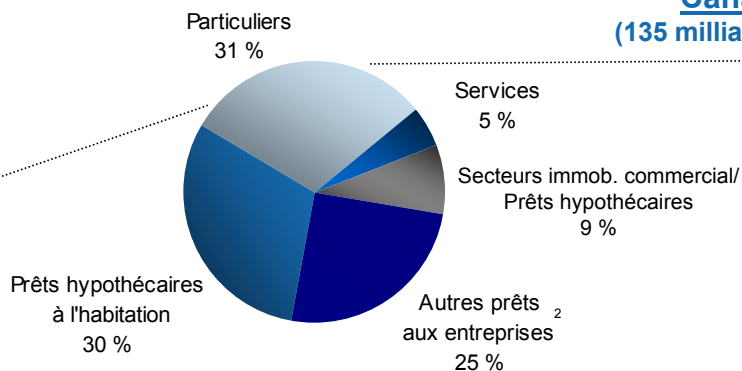
Le portefeuille de prêts est bien diversifié par segments et secteurs d'activité

- Les portefeuilles sont bien diversifiés au Canada et aux États-Unis. Le portefeuille canadien représente 76 % du portefeuille total des prêts; la part du portefeuille américain est de 19 %, alors qu'elle s'élevait à 23 % il y a un an.
- Les Services bancaires PE représentent la majorité des prêts.
 - ▶ Les portefeuilles des services de détail sont essentiellement constitués de prêts garantis : dans des proportions de 86 % au Canada et de 98 % aux États-Unis.

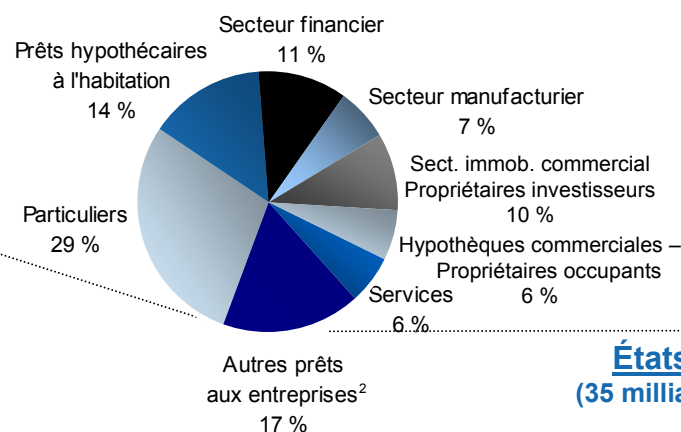
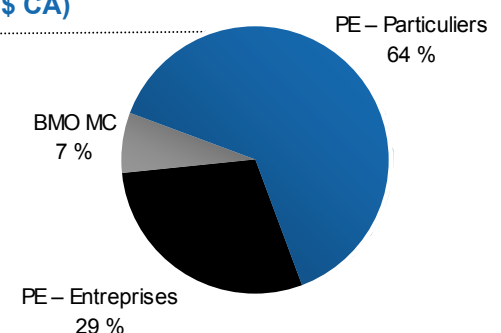
Répartition géographique
(179 milliards \$ CA)



Par segments



Par secteurs d'activité



¹ Les autres pays (9 milliards de dollars canadiens) ne sont pas représentés dans les graphiques sur la répartition par segments et par secteurs d'activité.
² La catégorie Autres prêts aux entreprises inclut des segments de portefeuille qui représentent chacun moins de 5 % du total.

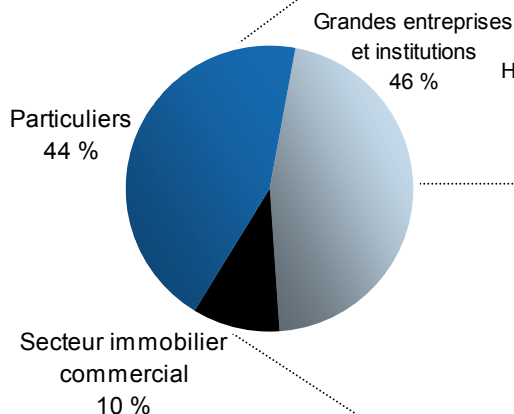
Portefeuille de prêts aux États-Unis : bien diversifié et non démesuré par rapport au bilan total

Total des prêts en cours aux États-Unis

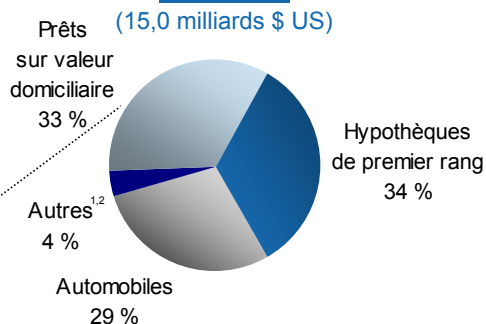
34,0 milliards \$ US

19 % du total consolidé des prêts

(31 octobre 2010)

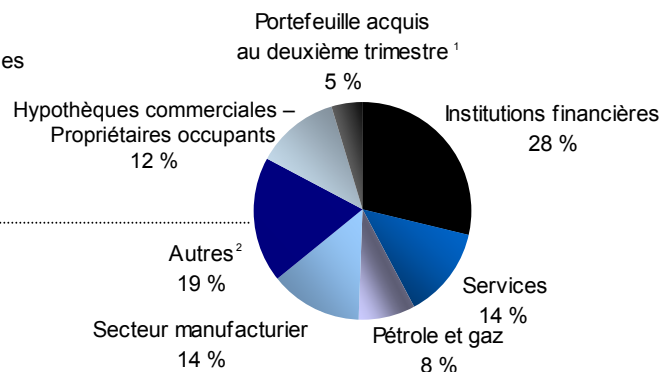


Particuliers



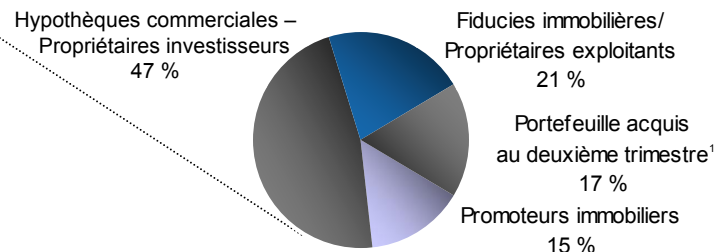
Grandes entreprises et institutions

(15,7 milliards \$ US)



Secteur immobilier commercial/ Propriétaires investisseurs

(3,3 milliards \$ US)



¹ Le portefeuille acquis au 2^e trimestre représente ~ 3 % du portefeuille américain, y compris ~ 2 % dans le segment Particuliers - Autres (la segmentation peut changer). Les pertes de ce portefeuille font l'objet d'une entente selon laquelle la FDIC absorbe 80 % des pertes.

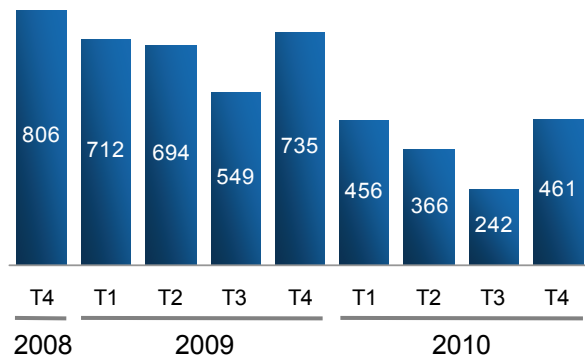
² La catégorie Grandes entreprises et institutions – Autres inclut des segments de portefeuille qui représentent chacun moins de 5 % du total.

- Les portefeuilles des prêts aux particuliers représentent 15,0 milliards de dollars; meilleure performance que celle de notre groupe de référence aux États-Unis.
 - ▶ Le secteur immobilier résidentiel demeure sous pression, mais nos pratiques de sélection des risques plus prudentes ont produit une performance meilleure que celle de notre groupe de référence.
 - ▶ La performance du portefeuille de prêts automobiles indirects a été bonne dans l'ensemble et meilleure que celle de notre groupe de référence.
- Le portefeuille des grandes entreprises et institutions est bien diversifié et performe relativement bien compte tenu de la conjoncture.
- Secteur immobilier commercial – Propriétaires investisseurs : 3,3 milliards de dollars.
 - ▶ Ce portefeuille représente moins de 2 % des prêts de BMO et 10 % des prêts aux États-Unis.
 - ▶ Le portefeuille des fiduciaires immobilières performe raisonnablement.
 - ▶ Le portefeuille des prêts hypothécaires aux propriétaires investisseurs, à 1,6 milliard de dollars, représente 5 % du total aux États-Unis. Les pratiques d'octroi de crédit prudentes ont été maintenues et le portefeuille est bien diversifié dans l'ensemble du territoire couvert et des types de propriété.
 - ▶ Le portefeuille des promoteurs immobiliers continue à diminuer et représente ~ 2 % du portefeuille américain total. La majorité des prêts de ce portefeuille sont douteux.
 - ▶ Les conditions du marché demeurent difficiles.

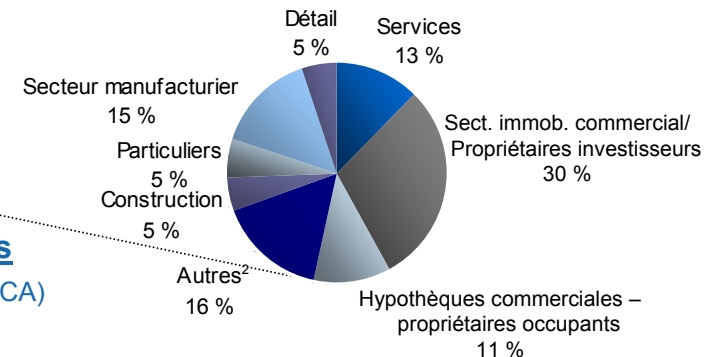
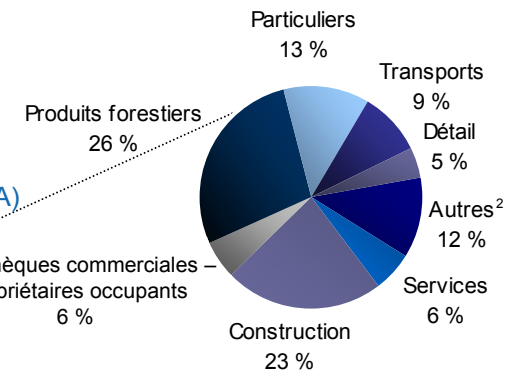
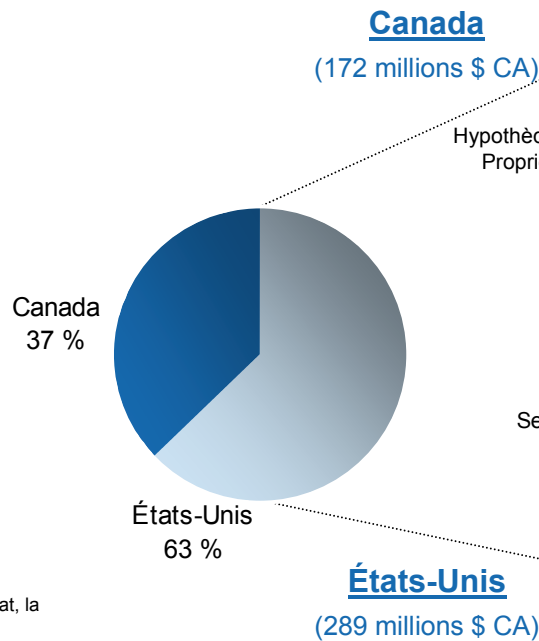
Prêts douteux et nouveaux prêts douteux

- Les nouveaux prêts douteux, à 461 millions de dollars au quatrième trimestre de 2010, ont augmenté sur 3 mois (T3 10 : 242 millions de dollars).
- Les nouveaux prêts douteux au Canada se chiffrent à 172 millions de dollars au quatrième trimestre de 2010 (T3 10 : 57 millions). Les produits forestiers et la construction sont les deux principaux secteurs de ce portefeuille, le reste étant réparti dans divers secteurs.
- Les nouveaux prêts douteux aux États-Unis s'élèvent à 289 millions de dollars au quatrième trimestre de 2010 (T3 10 : 185 millions). Le secteur immobilier commercial / propriétaires investisseurs est le plus important secteur de ce portefeuille et en représente 30 %.
- Le solde brut des prêts de base douteux se chiffre à 2,9 milliards de dollars (T3 10 : 2,8 milliards). Le solde brut des prêts douteux s'élève à 3,2 milliards (T3 10 : 3,1 milliards) incluant le solde brut des prêts douteux du portefeuille de la banque acquise au deuxième trimestre aux États-Unis, qui est couvert par une entente avec la FDIC sur les pertes sur prêts¹.
 - ▶ Les soldes de prêts douteux au Canada et de la catégorie Autres représentent 32 % du total, ceux des États-Unis, 68 %. Le segment le plus considérable au Canada est celui des particuliers. Aux États-Unis, les secteurs les plus considérables sont liés au secteur de l'immobilier commercial.

Répartition trimestrielle



Solde brut des nouveaux prêts douteux (461 millions \$ CA)



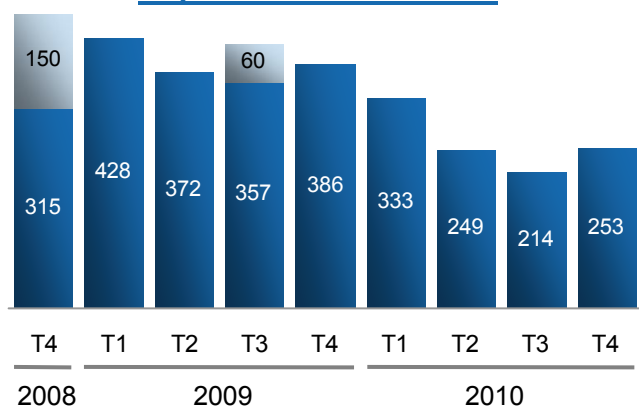
1 Les actifs ont été comptabilisés à la valeur de marché. Selon l'accord d'achat, la FDIC dédommage BMO de 80 % des pertes liées à ce portefeuille.

2 La catégorie Autres inclut des segments de portefeuille qui représentent chacun moins de 5 % du total.

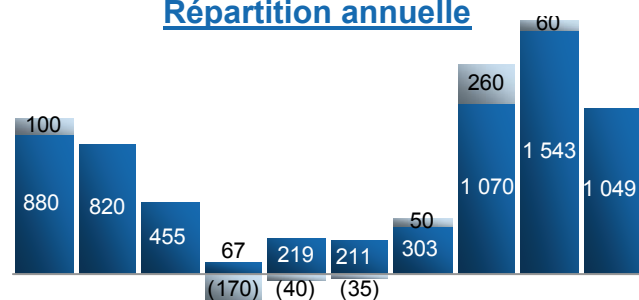
Dotation à la provision pour pertes sur créances

- Les dotations à la provision spécifique se chiffrent à 253 millions de dollars, alors qu'elles étaient de 214 millions au trimestre précédent et à 386 millions il y a un an. La variation trimestrielle n'est pas inattendue à ce stade du cycle.
- PE Canada : les dotations ont diminué par rapport au trimestre précédent, la diminution étant due à peu près également aux recouvrements et à l'amélioration de la performance des prêts aux particuliers.
- PE États-Unis : les dotations sont restées élevées, ce qui reflète la faiblesse persistante du marché.
- BMO Marchés des capitaux : les dotations sont peu élevées, après deux trimestres de recouvrements nets.

Répartition trimestrielle



Répartition annuelle



2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010

■ Dotations à la provision spécifique ■ Dotations à la provision générale

Segments de portefeuille (par segment) (millions \$ CA)	T4 09 ¹	T3 10	T4 10
Particuliers – PE Canada	149	145	119
Entreprises – PE Canada	28	26	27
Total de PE Canada	177	171	146
Particuliers – PE États-Unis	72	51	64
Entreprises – PE États-Unis	84	52	66
Total de PE États-Unis	156	103	130
Groupe GP	20	-	6
Marchés des capitaux – Canada et autres	1	(3)	3
Marchés des capitaux – États-Unis	85	(7)	13
Total des Marchés des capitaux	86	(10)	16
Pertes sur actifs titrisés ²	(53)	(50)	(45)
Dotations à la provision spécifique	386	214	253
Changement à la provision générale	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	386	214	253

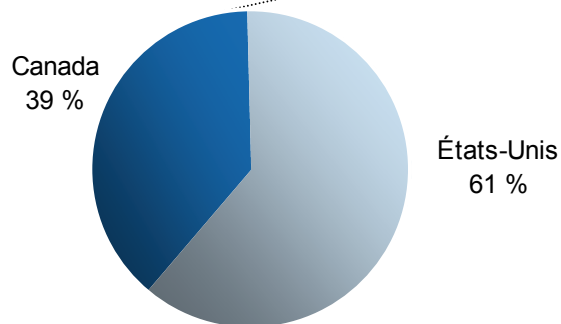
¹ Données retraitées pour tenir compte du transfert entre BMO MC et PE États-Unis.

² Les chiffres du segment des particuliers de PE Canada incluent des pertes liées à des actifs titrisés qui sont comptabilisées en tant que réduction du revenu autre que d'intérêts des Services d'entreprise, non comme dotation à la provision pour pertes sur créances dans l'état des résultats, et qui se chiffrent à 203 millions de dollars pour l'exercice 2010 (ex. 2009 : 172 millions).

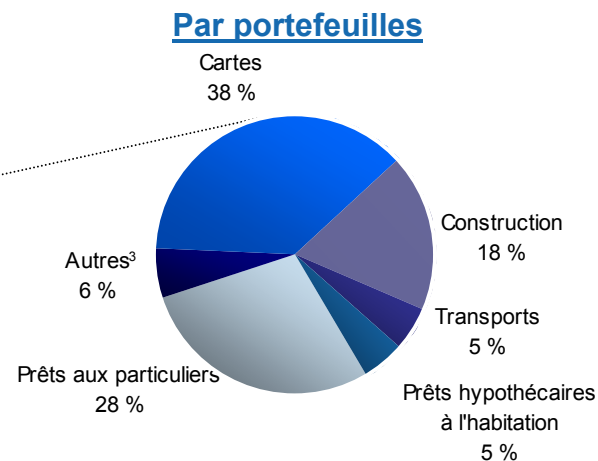
Répartition des dotations à la provision spécifique¹

- Canada : Les dotations restent concentrées dans le portefeuille des particuliers et ont diminué par rapport au trimestre précédent, à 98 millions de dollars (T3 10 : 110 millions). Les dotations du portefeuille des entreprises sont bien diversifiées.
- États-Unis : Les dotations ont augmenté et se chiffrent à 156 millions de dollars au quatrième trimestre de 2010, alors qu'elles s'élevaient à 104 millions au trimestre précédent, en raison de la hausse des dotations dans le segment des grandes entreprises, à la suite d'une situation de recouvrement net au trimestre précédent, et de la faiblesse du marché de l'immobilier. Les dotations du segment des particuliers représentent tout juste un peu moins de la moitié des dotations, tandis que le secteur immobilier commercial est l'élément le plus important du portefeuille des entreprises et grandes entreprises.

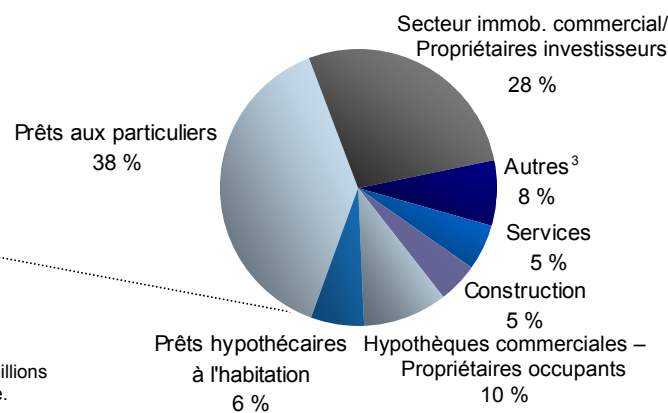
Répartition géographique (253 millions \$ CA)²



Canada (98 millions \$ CA)



États-Unis (156 millions \$ CA)



¹ Excluant des pertes liées à des actifs titrisés du segment des particuliers de PE Canada, qui s'élevaient à 45 millions de dollars et qui sont présentées en tant que réduction du revenu autre que d'intérêts des Services d'entreprise.

² Le graphique n'inclut pas des recouvrements de 1 million de dollars provenant d'autres pays.

³ La catégorie Autres inclut des segments de portefeuille qui représentent chacun moins de 5 % du portefeuille total.

ANNEXE

PE Canada – Part de marché et soldes des produits

		Part de marché (%) ¹	T4 09	T1 10	T2 10	T3 10	T4 10
Particuliers	Total des prêts aux particuliers		10,2	10,1	10,2	10,2	10,2
	Dépôts de particuliers ¹		12,3	12,2	11,9	11,9	11,8
	Fonds d'investissement		13,3	13,5	13,5	13,5	13,4
Entreprises	Prêts aux entreprises – De 0 à 5 millions de dollars ²		19,9	19,8	19,9	20,2	20,3

		Soldes (détenus et gérés) (en milliards de dollars)	T4 09	T1 10	T2 10	T3 10	T4 10
Particuliers	Prêts aux particuliers		31,3	32,4	33,4	35,0	36,4
	Prêts hypothécaires à l'habitation		64,1	63,9	63,6	64,3	64,9
	Total des prêts aux particuliers		95,4	96,3	97,0	99,3	101,3
	Dépôts de particuliers		67,2	66,7	65,9	66,7	66,6
Entreprises	Prêts et acceptations – Entreprises		34,3	34,1	35,3	36,2	36,7
	Dépôts d'entreprises		30,5	31,5	31,6	32,5	33,1
	Cartes (détail et grandes entreprises) ³		7,8	8,1	8,9	9,1	9,1

Particuliers

- Le solde total des prêts aux particuliers a augmenté sur un an et sur trois mois. La part de marché est restée stable sur un an et sur trois mois.
- Les prêts garantis représentent 90 % du portefeuille des prêts aux particuliers.
- Le solde des prêts hypothécaires a augmenté sur un an et sur trois mois, puisque nous avons réussi à remplacer les prêts provenant de courtiers en voie de liquidation par des prêts consentis par nos succursales. La part du marché des prêts hypothécaires était de 9,2 %.
- La part du marché des prêts aux particuliers, à 12,7 %, était en hausse par rapport à il y a un an et au trimestre précédent. L'essor de la MargExpress sur valeur domiciliaire a favorisé une hausse de 16 % des prêts personnels sur un an.

Entreprises

- Nous conservons la deuxième plus grande part du marché des prêts aux entreprises au Canada.
- La hausse du solde des prêts aux entreprises résulte de l'importance que la Banque accorde à la satisfaction des besoins des clients.

Cartes

- Le solde des cartes a augmenté sur un an, grâce à l'ajout de Diners et à la croissance des volumes.

Sources : Fonds d'investissement : IFIC; prêts aux particuliers, prêts hypothécaires à l'habitation et dépôts de particuliers : Banque du Canada.

1 Les données sur les services aux particuliers sont émises en fonction d'un décalage d'un mois (T4 10 : septembre 2010).

2 Les données sur les prêts aux entreprises (banques) sont émises par l'ABC en fonction d'un décalage d'un trimestre civil (T4 10 : juin 2010).

3 Les données du 1^{er} trimestre de 2010 incluent 1 mois de résultats de Diners Club. À compter du 2^e trimestre de 2010, les données incluent 3 mois de résultats de Diners Club.

PE États-Unis – Soldes des produits

Particuliers – Soldes moyens des produits (en milliards de dollars américains)	T4 09	T1 10	T2 10	T3 10	T4 10
Prêts hypothécaires	4,9	4,6	4,4	4,2	4,1
Autres prêts aux particuliers	5,2	5,2	5,3	5,3	5,2
Prêts automobiles indirects	4,1	4,2	4,2	4,3	4,3
Dépôts	14,7	14,6	14,6	15,9	16,0
Prêts hypothécaires administrés	3,4	3,5	3,6	3,7	3,7

Entreprises – Soldes moyens des produits (en milliards de dollars américains)	T4 09	T1 10	T2 10	T3 10	T4 10
Prêts aux entreprises	12,3	11,8	11,5	11,7	12,1
Dépôts d'entreprises	8,3	8,9	9,7	10,0	10,7

Particuliers

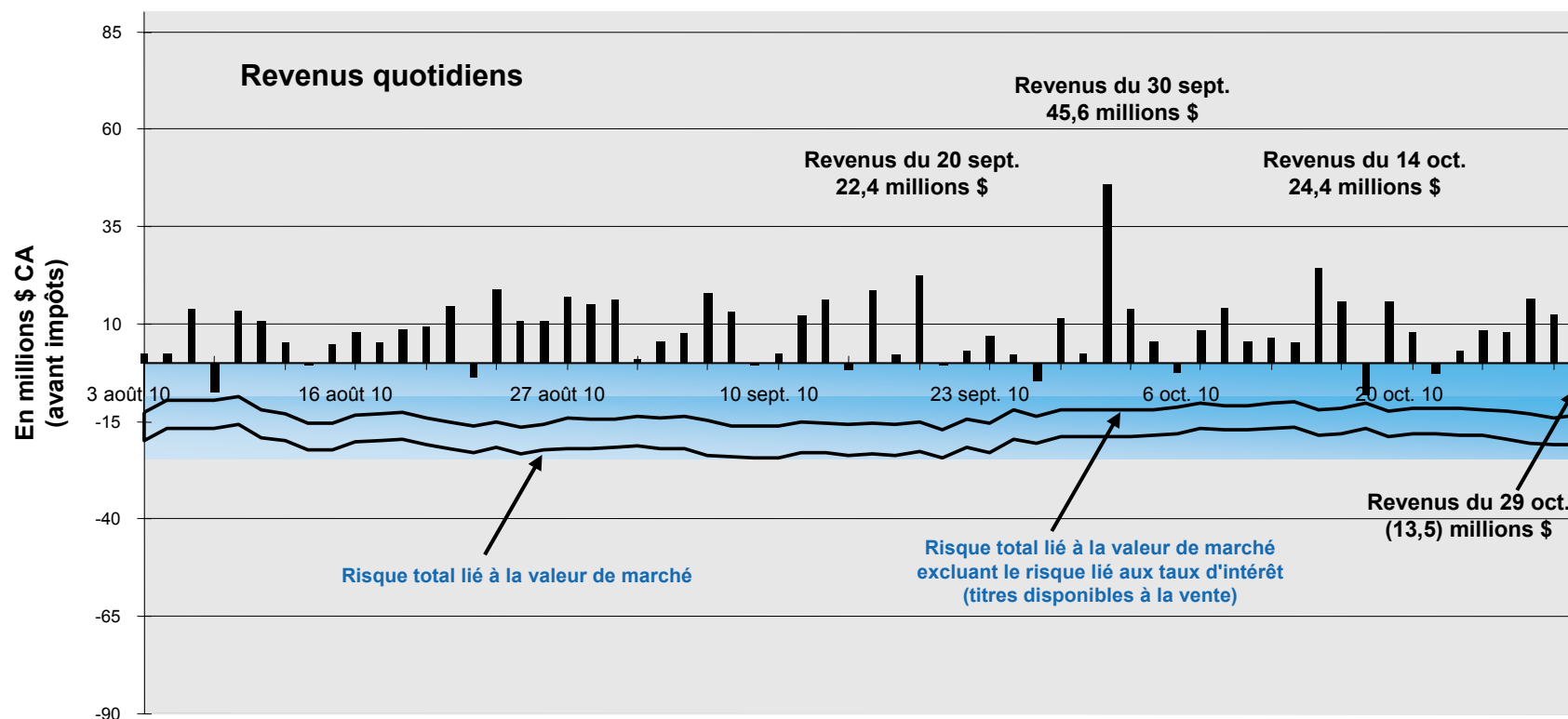
- Les nouveaux prêts aux particuliers, à 1,1 milliard de dollars, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars ou de 8 % par rapport à la même période il y a un an. Les occasions de vente de prêts hypothécaires sont à leur plus haut niveau depuis mai 2009.
- Le recul des soldes hypothécaires est attribuable principalement à l'amortissement des prêts en cours et à la vente de nouveaux prêts sur le marché secondaire.
- L'acquisition de la banque de Rockford, Illinois, a ajouté 0,3 milliard de dollars au solde moyen des prêts aux particuliers et 1,6 milliard au solde moyen des dépôts de particuliers.
- Le nombre net de nouveaux comptes de chèques de particuliers s'élève à 4 400 au quatrième trimestre de 2010, soit une augmentation de 3 900 sur un an.
- La croissance de notre portefeuille de prêts hypothécaires administrés, de 0,3 milliard de dollars ou de 9 % sur un an, reflète les prêts que nous avons octroyés et vendus sur le marché secondaire et que nous administrons au nom de l'investisseur.

Entreprises

- Abstraction faite de l'acquisition de la banque de Rockford, Illinois (solde moyen des prêts de 1,1 milliard de dollars et solde moyen des dépôts de 0,3 milliard), les prêts aux entreprises ont diminué, ce qui reflète l'incidence de la baisse du recours à des prêts de la part des clients, tandis que la progression des dépôts reflète le succès de nos efforts stratégiques de vente.

Négociation et prise ferme – Revenus nets par rapport au risque lié à la valeur de marché

Du 3 août au 29 octobre 2010 (avant impôts)



Les revenus journaliers les plus élevés du trimestre sont les suivants :

- **20 septembre – 22,4 millions de dollars canadiens** : Reflète des activités de négociation normales et des rajustements d'évaluation de crédit.
- **30 septembre – 45,6 millions de dollars canadiens** : Reflète des activités de négociation normales, des revenus de commissions et des rajustements d'évaluation de crédit.
- **14 octobre – 24,4 millions de dollars canadiens** : Reflète des activités de négociation normales et des rajustements d'évaluation de crédit.

La perte journalière la plus élevée du trimestre a eu lieu le **29 octobre : (13,5) millions de dollars canadiens**, et reflète des activités de négociation normales et la constatation de rajustements d'évaluation et autres.

Relations avec les investisseurs

Personnes-ressources

www.bmo.com/relationinvestisseurs

courriel : relationinvestisseurs@bmo.com

Télécopieur : 416-867-3367

The BMO logo is rendered in large, white, 3D block letters with black shadows, set against a blue background with a white grid pattern that recedes into the distance.

VIKI LAZARIS

Première vice-présidente

416-867-6656

wiki.lazaris@bmo.com

TERRY GLOFCHESKIE

Directeur général

416-867-5452

terry.glofcheskie@bmo.com

ANDREW CHIN

Directeur principal

416-867-7019

andrew.chin@bmo.com